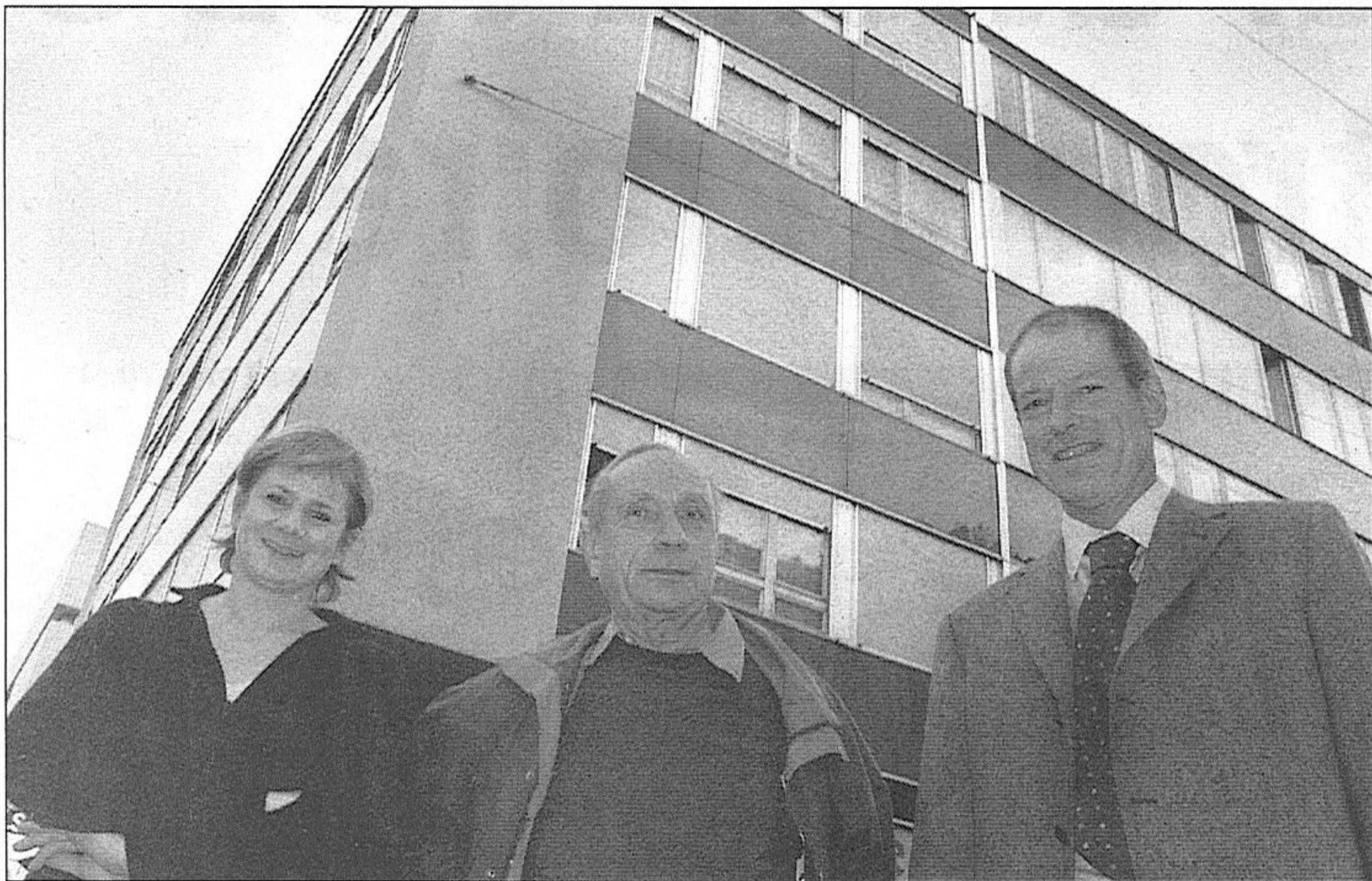


# Dix nouveaux studios accueillent des sans-abri aux Pâquis

PASCAL FRAUTSCHI/1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2002

ISABEL JAN-HESS

«Avoir un toit est un droit universel!», Noël Constant, fondateur de Carrefour Rue l'a rappelé encore une fois hier soir lors de la remise officielle de dix petits studios, au 34, rue de Berne aux Pâquis. Destinés à accueillir des personnes en rupture sociale et sans domicile, ces logements ont été «prêtés» par l'Etat de Genève, via la Fondation de valorisation des actifs de la BCGe. Crise du logement aidant, l'association, qui a perdu ces dernières années de nombreux lits suite à la fermeture de structures d'accueil, n'arrive aujourd'hui plus à satisfaire la demande d'hébergement.

Pour Noël Constant, ces nouveaux habitats ne sont qu'une goutte d'eau dans la mare de la précarité. «Nous recevons entre cinq et dix demandes quotidiennes, et nous estimons à plus d'une centaine les personnes sans logis à Genève.» Pour arriver à réellement venir en

aide à tous ces gens en décalage avec notre société, l'association aimerait voir naître une Fondation d'aide au logement. «Beaucoup sont à la rue, car il ne leur est plus possible de payer leur loyer. En créant un fonds de soutien on permettrait aux gens de conserver leur toit lorsqu'ils traversent une crise économique ou sociale.»

La mise à disposition de ces studios vise à compenser une partie des places d'hébergement perdues dans des immeubles ou des villas que l'Etat a récemment récupérés ou démolis, expliquait hier soir sur les lieux, le ministre genevois du Logement, Laurent Moutinot. Conscient des besoins en la matière, ce dernier rappelle cependant qu'il n'est pas question de faciliter l'accès au logement à qui que ce soit.

Bon prince, le magistrat aimerait dispenser les locaux et les terres avec équité à toutes les couches de la population. «Je suis ravi de pou-

voir offrir aujourd'hui ces studios à cette catégorie de la population, mais il n'est pas question de la favoriser aux dépens d'une autre.» Laurent Moutinot insiste sur la pénurie du marché actuel de l'immobilier. «Les étudiants, les familles monoparentales, les requérants d'asile et bien d'autres personnes ont elles aussi le droit à un toit. Et je m'emploie à chercher des solutions pour tous.» Députée et coreponsable de Carrefour Rue, Esther Alder note pourtant que les critères de sélection pour l'attribution d'un appartement sont de plus en plus restrictifs, même pour des logements sociaux subventionnés. «Les régies ne veulent pas d'un locataire sans emploi, en proie à des difficultés matérielles ou psychologiques.»

Noël Constant et son équipe continuent à réfléchir à de nouvelles opportunités de logements: «Offrir un toit à un démuné c'est lui donner la possibilité de se reconstruire en retrouvant sa dignité.» ■

Esther Alder, Noël Constant et Laurent Moutinot. Les logements ont été mis à disposition pour deux ans.

## Carrefour-rue grappille 10 studios

**GENÈVE** • «Tout est bon à prendre.» La pénurie de logements que connaît le canton se répercute en cascade sur toutes les catégories d'habitants, des plus aisées aux moins argentées. «Autrefois, les personnes démunies trouvaient à se loger dans des greniers, dans les appartements vétustes de la vieille-ville... Aujourd'hui, les logements à 200 ou 300 francs n'existent plus», explique Noël Constant, responsable de l'association Carrefour-rue. L'association gère environ 80 logements individuels, mais refuse 10 demandes par jour de personnes qui font appel à elle parce qu'elles ne remplissent pas les conditions de solvabilité exigées par les régisseurs, explique l'éducateur de rue. Or, «avoir un toit au-dessus de la tête est tout aussi important que de manger suffisamment», dit-il. C'est pourquoi ce dernier s'est réjoui hier – lors d'une conférence de presse en présence du conseiller d'Etat Laurent Moutinot – que son association ait reçu un bail pour dix studios. Situés au 34 de la rue de Berne, ceux-ci leur sont mis à disposition par la fondation de valorisation de la Banque cantonale du canton de Genève, pour une durée de deux ans. «C'est déjà ça, commente M. Constant, mais ce qu'il faut aux gens dont nous nous occupons ce sont des solutions durables.»

PCr